

"POUR L'ALGÉRIE FRANÇAISE, CONSOMMEZ MOINS!"

Le gouvernement demande les pleins pouvoirs pour répondre à la crise financière intérieure et extérieure: l'inflation se développe et les prix s'élèvent presque sans arrêt depuis des mois. Malgré la dévaluation de 20 %, le déficit de la balance des comptes extérieurs continue à s'accroître.

L'acier a augmenté de 3 % en avril, 4,5 % en août, 6,5 % en novembre; le charbon de 6,5 % en octobre et de 6,5 % en novembre; l'aluminium de 7 %; le gaz de 12 à 18 %; les meubles, la verrerie, l'habillement, etc., de 4 à 10 %; les produits alimentaires d'environ 10 % (malgré les détaxes). Depuis le début de 1956, le déficit extérieur est d'environ 2 milliards de dollars (soit à peu près 1.000 milliards de francs). Il reste dans les caisses du gouvernement 60 millions de dollars en réserve et il doit rembourser 38 millions le 15 novembre, environ autant le 15 décembre et 54 millions le 31 décembre. C'est dire que les réserves couvrent à peine les deux premières échéances.

Pour remédier à la crise des paiements extérieurs, les projets du gouvernement comportent une aide accrue aux industries exportatrices et une réduction des importations. En fait, pour l'immédiat, Gaillard espère obtenir un prêt des U.S.A. et de l'Allemagne afin de pouvoir faire face aux prochaines échéances et continuer à importer les matières premières sans lesquelles l'industrie risque de s'arrêter au bout de quelques mois. A plus longue échéance, il espère que les prix mondiaux des matières premières vont baisser.

Il est vraisemblable que des crédits extérieurs seront trouvés. Mais la crise n'en sera pas résolue pour autant. Si les matières premières baissent, leurs vendeurs achèteront moins de produits fabriqués et la concurrence entre les fournisseurs de ceux-ci deviendra plus vive. Or, c'est précisément dans cette concurrence que la bourgeoisie française se trouve déjà en mauvaise posture, du fait de ses prix trop élevés, dus au caractère

retardataire de son appareil de production. De plus cette baisse des matières premières est due en grande partie au plafonnement de l'expansion surtout aux U.S.A. Les industriels américains, vendant moins sur leur marché, accroissent leurs exportations et le résultat est déjà une aspiration vers les U.S.A. des dollars et de l'or — qui précisément manquent tant à Gaillard.

Sur le plan intérieur, les remèdes proposés sont d'abord: 100 milliards de francs d'économies budgétaires et 100 autres milliards de nouveaux impôts. Même ainsi, il resterait 600 milliards de déficit pour couvrir les 5.300 milliards de dépenses et Pflimlin n'a pas dit où il les trouverait. Il est peu probable qu'un emprunt les lui fournisse. Restera donc la planche à billets, source d'inflation.

A dire vrai, ceci ne serait pas très grave si, d'une part la guerre en Algérie était arrêtée et si d'autre part l'expansion économique continuait. Mais l'expansion commence à plafonner et toute la courbe de l'économie ainsi que les mesures gouvernementales vont dans le sens d'une baisse de l'activité économique. En effet, les économies budgétaires (100 milliards qui s'ajoutent aux 600 décidés par l'ex-gouvernement Bourges-Maunoury) portent en partie sur des commandes à l'industrie dans la construction en particulier. Ensuite les impôts nouveaux, joints aux restrictions de crédits vont se traduire en partie par une baisse des investissements privés. Ceci se produisant d'ailleurs surtout à cause de l'autre aspect du résultat de l'inflation: la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Car, pour finir, et la hausse des prix et la répercussion des nouveaux impôts sur les prix, ont comme aboutissant des achats moindres des consommateurs, c'est-à-dire un marché se restreignant et donc une production et des investissements qui tendent à diminuer.

Les experts disent doctement: c'est très bien, « nous » consommerons moins à l'intérieur, « nous » aurons plus de produits à exporter. Le malheur pour eux c'est qu'encore faudrait-il que ce soit les mêmes produits qui soient consommés ou exportés et surtout que les prix français soient compétitifs.

Cette baisse du pouvoir d'achat, cette politique déflationniste est un succès pour la droite qui veut utiliser une certaine récession pour « assainir » l'économie et limiter le plein emploi, afin que pèse une menace de diminution des heures supplémentaires et de chômage sur les revendications ouvrières. Si Gaillard a admis 100 milliards d'impôts nouveaux qui semblent frapper les sociétés capitalistes (elles récupéreront sur les consommateurs), c'est pour masquer cette ligne en faisant une concession aux socialistes. Ceux-ci en ayant besoin pour se présenter devant leur clientèle électorale constituée par de petites gens.

Mais, par la combinaison ou la succession de l'inflation et de la déflation, il s'agit de faire payer aux travailleurs ce qui constitue la cause spécifiquement française de la crise ou tout au moins de son acuité: les dépenses militaires, avant tout celles de la guerre en Algérie. Mendès-France n'a révélé qu'un secret de polichinelle en le disant devant les députés: il y a 1.230.000 soldats, les dépenses militaires ont augmenté de 600 milliards par an de 1954 à 1957, la guerre contre le peuple algérien coûte près de 800 milliards par an. Voilà ce que les travailleurs doivent payer en « consommant moins »! Et pendant que les décisions de construire des écoles ne sont pas appliquées, en même temps ne sont pas appliquées non plus les décisions d'économie sur le budget militaire prises en juillet dernier. C'est Pflimlin qui nous l'apprend: « puisque les dépassements enregistrés correspondent à peu près exactement au montant de ces économies. »

Voilà la cause essentielle de la gravité de l'inflation et du déficit de devises.

Si les travailleurs attendent d'un gouvernement capitaliste la suppression de cette cause ou les remèdes efficaces: « la défense de leur niveau de vie, ils peuvent attendre longtemps. Le remède promis par Gaillard-Pflimlin est le blocage des prix... et des salaires. Mais d'une part certains prix vont être « ajustés » incessamment, c'est-à-dire que toutes les hausses vont être entérinées et certaines accentuées. D'autre part elles ont eu lieu alors qu'officiellement et théoriquement la plupart étaient « interdites », ce qui montre comment le « blocage des prix » est efficace. Par contre le blocage des salaires, lui, sera rigoureusement appliqué, si les travailleurs se laissent faire. Au mieux (c'est-à-dire dans l'imaginaire) ces décisions de blocage signifieront de toute façon une amputation des salaires réels pour continuer la guerre (et ses bénéfices pour les grosses sociétés). En fait, ce ne serait qu'un premier palier vers le bas. Comme le disait Paul Reynaud à l'Assemblée avec son cynisme habituel: « La démonstration est faite que, même en période d'expansion, il est impossible de faire face, à la fois, à l'Algérie, à l'Afrique noire et à la défense nationale, tout en maintenant notre niveau de vie ». Dans la bouche de P. Reynaud on sait ce que signifie « notre ».

Il est évident que les travailleurs ne peuvent s'opposer réellement aux plans de la bourgeoisie et de son gouvernement ni imposer la fin de la guerre par des combats partiels et limités. La défense des revendications immédiates est aujourd'hui plus que jamais liée à une offensive d'ensemble contre toute la bourgeoisie et son gouvernement. Même si un patron cède dans une usine, ça n'empêchera pas les prix de monter et la guerre de continuer. Lorsque la classe ouvrière combattra toute ensemble par la grève générale, il faudra la mener jusqu'au bout, jusqu'à l'instauration d'un gouvernement au service des travailleurs qui seul peut, avec l'action et sous le contrôle des masses, prendre les mesures de salut public indispensables: l'expropriation des trusts, le contrôle ouvrier sur l'économie (production, importation, exportation) et l'arrêt de la guerre. Toute autre solution laisserait les trusts continuer à diriger le pays contre les travailleurs français et les peuples colonisés.

J. PRIVAS.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

REGION BRETONNE

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante:

Fred ROSPARS

Plougasnou (Finistère)

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.
— 1 an: 24 numéros 600 fr.
— Sous pli fermé, respectivement: 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

comportant:

COURS NOUVEAU, écrit par Léon Trotsky en 1923.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par Trotsky et Zinoviev.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS » DU POUVOIR, écrit par Ch. Rakovsky en 1928, alors qu'il était déjà exilé.

Ce volume est mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.